

ÉDITO

Par Francis Van de Woestyne

Aider les étudiants à s'orienter

Malgré les milliards qui lui sont consacrés, notre enseignement francophone n'est pas au mieux de sa forme. Ce n'est pas la qualité des enseignants qui est en cause, ni le courage, l'énergie ou l'intelligence des étudiants qui est responsable de nos petites performances. Ce sont souvent des problèmes de structures, d'organisation, de réformes mal pensées, mal appliquées. Nous ne sommes pas les seuls à nous interroger. Même si les réalités sont différentes, la réflexion a lieu en France et en Belgique francophone. Un problème identifié, récurrent, est la difficulté qu'éprouvent les jeunes en fin d'études secondaires à franchir le fossé qui les sépare de l'enseignement supérieur. Souvent mal préparés, peu conscients de leurs capacités réelles et de leurs compétences, les étudiants se lancent dans des études pour lesquelles ils ne possèdent pas toujours le bagage nécessaire. Conséquence : le taux d'échec en première année est très élevé, il atteint 65 % et a même tendance à augmenter. Un rapport, établi par un collège d'experts en octobre 2017, est formel : *“Dans le contexte d'un enseignement obligatoire n'organisant pas d'examen terminal généralisé à l'échelle de son territoire, comme, par exemple, le baccalauréat français, il est indispensable d'établir, pour tout futur étudiant, un diagnostic de ses compétences”*.

Actuellement, l'épreuve externe commune, le CESS, ne permet pas aux jeunes de connaître leurs lacunes éventuelles. L'idée, portée par le MR, d'introduire un test d'orientation (indicatif) pour tous les jeunes quittant l'enseignement supérieur nous paraît très judicieuse et aurait un triple avantage. Pour les établissements secondaires, qui effectueraient une sorte de contrôle de qualité de leur enseignement; pour les familles, qui disposeraient d'une information objective; et pour l'étudiant qui, disposant d'un diagnostic personnel précis, pourrait, le cas échéant, pallier ses éventuelles carences avant d'entreprendre les études correspondant à son ambition. A ces arguments, il faut en ajouter un dernier : si l'on veut maintenir un accès libre à l'enseignement supérieur, qui souffre d'un déclin structurel, la société ne peut se permettre le taux d'échec actuel en première bac. C'est une question de démocratie.